

Actualité constitutionnelle : **Destitution de l'ancien Président Péruvien, Castillo**

Question du chargé de TD :

La question que je me pose est la suivante : est-ce que la destitution fréquente traduit un problème constitutionnel (manque de moyens pour les pouvoirs de dialoguer / se sanctionner, et donc, détournement de la destitution en responsabilité politique), ou est-ce que ces destitutions sont justifiées (sanction d'un comportement répréhensible).

Mes recherches :

Je partirai plutôt sur la deuxième hypothèse, un Président peut être destitué pour un ou plusieurs comportements répréhensibles, et ça n'arrive pas qu'aux autres ! La France a d'ailleurs déjà été la cible de ce genre de contestations de la part des dirigeants français. On pense à Nicolas Sarkozy, qui fut condamné à trois ans de prison dont 2 avec sursis pour corruption et trafic d'influence dans ses affaires sur les « écoutes ».

Cependant, la loi constitutionnelle n° 2007-238 du 23 février 2007 stipule dans son article 67 que le chef de l'État ne peut être poursuivi durant son mandat mais être destitué (art.68) en cas d'irresponsabilité de ce dernier, et destitué par le Parlement constitué en Haute Cour pour avoir manqué à ses devoirs « *de manière tellement grave et manifeste qu'il se rendrait, par là même, indigne de poursuivre l'exercice du mandat.* »

Comme le souligne Philippe Houillon, ceci serait mis en application que pour des violations très graves de la Constitution. Nous pouvons citer à titre d'exemples :

- un usage abusif des pouvoirs exceptionnels de l'article 16 ou le refus de promulguer les lois) ;
- des actes commis avant l'accession à l'Élysée mais révélés postérieurement :
- ou encore d'actes commis pendant le mandat sans lien avec les fonctions présidentielles.

L'ancien Président péruvien fut également condamné pour et trafic d'influence, et la justice a même déposé un recours constitutionnel l'accusant du délit d'organisation criminelle de corruption.

Sources :

- « Avant Nicolas Sarkozy, quelles personnalités politiques ont été condamnées à des peines de prison ? », www.ouest-france.fr

- La lettre juridique n°432 du 17 mars 2011 : « *Institutions* », lexbase.
- « *Pérou : pourquoi le président Castillo a-t-il été destitué et arrêté ?* », information.tv5monde.com